

DANS L'ACTUALITE du 22 au 23 mai 2013

Textes officiels

JORF n° 0117 du 23 mai 2013

Règles de suppléance au conseil d'administration du parc national de Port-Cros

Décret n° 2013-418 du 21 mai 2013 portant modification du décret n° 2009-449 du 22 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national de Port-Cros aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006

Projet de loi

Logement et urbanisme : habilitation à adopter des mesures législatives pour accélérer les projets de construction

Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures de nature législative pour accélérer les projets de construction, adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 21 mai 2013, TA n° 141

Mise en valeur des espaces urbains

Proposition de loi adoptée par le sénat visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques et à faciliter la reconstitution des titres de propriété en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin, adoptée le 21 mai 2013, TA n° 149

Transfert simplifié : le régime des sections de commune adopté par le Sénat

<u>Proposition de loi modernisant le régime des sections de commune, adoptée sans modification en 2e lecture par le Sénat le 15 mai 2013, TA n° 143</u>

Jurisprudence

Contrat public

Les contrats d'exploitation des « colonnes Morris » ne sont pas des marchés publics

Le Conseil d'Etat juge que le contrat de mobilier urbain n'est ni un marché public ni une DSP, mais une convention d'occupation du domaine public.

<u>CE 15 mai 2013 Ville de Paris, req. nº 364593</u>

Urbanisme

Permis de construire et fraude

CAA Nantes 10 mai 2013 M. et Mme A., req. n° 12NT00134

Urbanisme et aménagement du territoire. Permis de construire.

CAA Lyon 6 mai 2013 Mme F., req. n° 12LY02084

Environnement

Intérêt à agir du requérant contre l'autorisation d'exploitation d'une ICPE

En l'absence d'élément relatif aux inconvénients et dangers effectivement encourus par le requérant du fait de l'exploitation de l'ICPE litigieuse, le critère de proximité avancé par celui-ci est insuffisant pour conclure à son intérêt à agir.

CAA Marseille 7 mai 2013 M. B., req. n° 11MA03672

Réponse ministérielle

Convention de projet urbain partenarial (PUP)

Rép. min. n° 19893, JOAN du 21 mai 2013

Application de la loi sur les immeubles menaçant ruine

Rép. min. n° 23700, JO Sénat du 25 avril 2013

Vu par ailleurs

Contrat public

Directive Concessions : la future réglementation expliquée par le Parlement européen

La proposition de directive Concessions (délégations de services publics au sens du droit français), présentée par la Commission européenne en décembre 2011, poursuit son cheminement procédural.

Source: localtis.info du 22/05/2013

Contrat de mobilier urbain : quelle qualification juridique ?

La question de la qualification juridique du contrat de mobilier urbain a été tranchée par le Conseil d'Etat dans un arrêt rendu le 15 mai 2013.

Source: localtis.info du 21/05/2013

Urbanisme

Construction : les députés votent le recours aux ordonnances

L'Assemblée nationale a adopté dans la nuit du 21 au 22 mai 2013 le projet de loi autorisant le gouvernement à recourir à des ordonnances pour accélérer les projets de construction.

Source: localtis.info du 22/05/2013

Réforme de l'urbanisme : Les associations environnementales s'inquiètent

L'effort de construction se fera-t-il au détriment de la lutte contre l'artificialisation des sols ? Quatre associations de défense de l'environnement le craignent, et demandent au gouvernement de prendre des mesures rapides.

Source: lavieimmo.com du 22/05/2013

Réformes d'urbanisme commercial

Divers aspects du droit de l'urbanisme commercial pourraient être prochainement modifiés.

Source: affiches-parisiennes.com du 21/05/2013

Environnement

Le suivi et la préparation de la conférence environnementale pour la transition écologique

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a présenté une communication relative au suivi et à la préparation de la conférence environnementale pour la transition écologique.

Source: conseil des ministres du 22/05/2013

Prochaine conférence environnementale les 20 et 21 septembre 2013

La prochaine conférence environnementale aura lieu les 20 et 21 septembre 2013 au Conseil économique, social et environnemental, a annoncé Delphine Batho ce 22 mai lors du Conseil des ministres.

Source: localtis.info du 22/05/2013

Transition énergétique : la journée citoyenne du 25 mai

Cette démarche de démocratie participative de grande ampleur se déroulera le 25 mai 2013 dans 11 régions de France métropolitaine et 3 départements d'Outre-mer. Delphine Batho a présenté le 21 mai 2013 cette journée citoyenne au cours d'une conférence de presse.

Source: developpement-durable.gouv.fr du 21/05/2013

Collectivités territoriales

Finances locales : les maires veulent conserver « coûte que coûte » leur capacité d'investir

L'Association des Maires de France demande à l'Etat des mesures pour atténuer l'impact de la baisse des dotations gouvernementales aux collectivités.

Source: le Moniteur du 22/05/2013

Transport

Installation et premiers travaux du Haut comité de la qualité de service dans les transports

Frédéric Cuvillier a installé le Haut Comité de la qualité de service dans les transports le 21 mai 2013. Ce Haut Comité, qui est complémentaire de l'Autorité de la qualité de service dans les transports (AQST), sera présidé par le député Olivier Faure. Son objectif est d'améliorer la ponctualité et la régularité des transports.

Source: developpement-durable.gouv.fr du 21/05/2013

Profession

Le Barreau de Paris et le Conseil National des Barreaux

<u>Débat sur l'organisation de la profession : lettre ouverte du Président Charrière-Bournazel à Madame Féral-Schuhl, Bâtonnier de Paris.</u>

Source: cnb.avocat.fr du 22/05/2013

Administratif

Rapport public 2013 - Bilan de l'activité du Conseil d'État et de la juridiction administrative en 2012

En 2012, la juridiction administrative dans son ensemble – Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs – a rendu 228 680 décisions contentieuses.

Source: conseil-etat.fr du 21/05/2013

Suppression de commissions administratives à caractère consultatif

Le Premier ministre a présenté un décret portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif.

Source: conseil des ministres du 22/05/2013

Colloque / Séminaire

➤ Colloque du GRALE : Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité

Le 30 et 31 mai 2013 à l'Université de Lorraine - Amphi Roblot - 13 place Carnot - 54000 Nancy.

Renseignements et inscriptions : www.univ-paris1.fr

Contact: <u>irenee@univ-lorraine.fr</u>

Presse

Logement : l'Assemblée vote le recours aux ordonnances

L'Assemblée nationale a adopté mardi 21 mai dans la soirée un projet de loi autorisant le gouvernement à recourir à des ordonnances pour accélérer les projets de construction, un secteur en pleine crise.

Source : le Monde du 22/05/2013